

FICHE DE BONNE PRATIQUE

La mobilisation des acteurs institutionnels pour un partenariat autour de l'accompagnement des personnes migrantes



Fundació Ibn Battuta

مؤسسة ابن بطوطة

†οΘΘΛοΛ† | ΕΕΣΘ | ΘΕΕΣΕο

Zone	Région de l'Oriental (6 communes : Nador, Guercif, Oujda, Berkane, Driouch, Figuig et 1 province : Jerada)
Partenaire	<ul style="list-style-type: none"> ● Conseil Régional de l'Oriental (CRO), ● Wilaya de l'Oriental, ● Communes locales, ● Fons Català de Cooperació al Desenvolupament et mairies catalanes, ● Associations locales (Asticude...).
Le projet	<p>Le projet Alzdihar visait à promouvoir le rôle des MRE dans le développement socio-économique local, avec une attention particulière portée aux femmes et aux jeunes.</p> <p>Le projet a combiné deux volets complémentaires : d'une part, le renforcement des capacités des femmes en situation de vulnérabilité à travers des formations en entrepreneuriat, favorisant leur insertion professionnelle et la création d'activités génératrices de revenus ; d'autre part, le renforcement des administrations locales via des échanges de coopération technique entre communes marocaines et catalanes, pour améliorer les services destinés aux MRE et développer des approches inclusives sensibles au genre.</p>

Contexte

Le projet Alzdihar a été mis en œuvre dans un contexte marqué par la diversité et la complexité des acteurs institutionnels impliqués dans la gouvernance territoriale de la Région de l'Oriental. Communes, Conseil Régional, Wilaya, services déconcentrés de l'État et partenaires internationaux, notamment les municipalités catalanes et le Fons Català, constituaient un paysage institutionnel riche mais fragmenté. La réussite du projet dépendait donc largement de la capacité à mobiliser et fédérer ces acteurs autour d'objectifs communs liés à l'insertion socio-économique des Marocain·es Résidant à l'Étranger (MRE) et à l'autonomisation des femmes et des jeunes. L'implication institutionnelle visait non seulement à faciliter la mise en œuvre des activités, mais aussi à garantir l'appropriation locale des résultats et à créer des bases solides pour la durabilité du projet au-delà de son financement.

La démarche

La mobilisation des acteurs institutionnels a suivi un processus progressif et structuré. Dès les premières étapes, des réunions de travail ont été organisées avec les communes cibles afin de présenter le projet, d'identifier des points focaux et de créer un climat de confiance. La cérémonie de lancement, organisée en novembre 2024 à Oujda, a réuni de nombreux responsables locaux et régionaux, renforçant la visibilité du projet et l'adhésion des autorités.

Par la suite, deux missions d'échanges ont joué un rôle central : une première au Maroc, accueillant une délégation catalane, puis une seconde en Catalogne, impliquant une délégation marocaine. Ces rencontres ont permis un dialogue institutionnel riche, un partage de pratiques en matière d'inclusion sociale, d'égalité de genre, de gestion des cellules d'accueil et de promotion de l'économie sociale et solidaire. Elles ont aussi ouvert la voie à des collaborations concrètes, matérialisées par un protocole d'entente définissant 6 à 7 propositions de coopération technique bilatérale.

Enfin, pour assurer une capitalisation et une diffusion durable, des vidéos institutionnelles et pédagogiques ont été produites. Elles illustrent les services, approches et méthodologies des municipalités catalanes, offrant aux fonctionnaires marocains des outils concrets d'inspiration et d'adaptation.

Difficultés et Résultats

Les difficultés surmontées

La mobilisation des acteurs institutionnels, bien que fructueuse, a été confrontée à plusieurs défis.

Tout d'abord, la **coordination avec le Conseil Régional de l'Oriental** a parfois été complexe : les calendriers institutionnels proposés par le CRO ne correspondaient pas toujours aux contraintes opérationnelles du projet, entraînant des reports et un ajustement constant du planning.

Cette situation a exigé une grande flexibilité de la part de l'équipe de mise en œuvre et des partenaires.

Ensuite, la **disponibilité des représentant·es institutionnels** s'est révélée inégale. Les élus et fonctionnaires mobilisés étaient souvent fortement sollicités par d'autres responsabilités locales et nationales, ce qui a limité leur participation régulière à certaines réunions ou activités clés.

Enfin, la **gestion d'un large éventail d'acteurs**, aux mandats et priorités parfois divergents, a constitué un autre défi. Il n'était pas toujours évident d'harmoniser les attentes des communes, des services déconcentrés, du CRO et des partenaires catalans, ni d'assurer une compréhension partagée des objectifs du projet.

Les principaux résultats

La démarche a abouti à une mobilisation sans précédent d'acteurs institutionnels autour d'une dynamique territoriale de coopération. Plus de 30 représentant·es de communes, du CRO, de la Wilaya et des services déconcentrés, ainsi que 12 représentant·es catalans, ont participé activement aux échanges, avec une forte participation féminine (65 %). Cette mobilisation a permis le renforcement des capacités de 7 communes marocaines en matière d'accompagnement des MRE et d'insertion socio-professionnelle.

Le protocole d'entente signé a formalisé l'engagement des institutions partenaires et ouvre la voie à des projets concrets de coopération technique.

La valorisation des cellules d'accueil comme outil de gouvernance territoriale constitue un acquis majeur, renforçant la visibilité et l'efficacité des services publics locaux dans une approche inclusive.

Et l'approche Genre ?



La participation de femmes élues et techniciennes aux échanges a été encouragée, renforçant leur rôle et leur visibilité dans les dynamiques institutionnelles. De plus, les services et pratiques présentés par les municipalités catalanes ont permis d'introduire des perspectives nouvelles sur l'autonomisation économique et sociale des femmes, qui ont inspiré les institutions marocaines. Les besoins spécifiques des femmes et des jeunes MRE ont ainsi été mieux pris en compte dans la réflexion sur les services publics locaux.

Leçons et conseils précieux

Voici quelques conseils issus de l'expérience sur ce qu'il faut faire pour réussir :

Précieux conseils

- **Désigner des points focaux institutionnels clairs** dès le départ pour fluidifier la coordination et le suivi.
- **Favoriser la diplomatie territoriale et les échanges intercommunaux**, qui constituent un puissant levier de mobilisation et de légitimation.
- **Allouer du temps et des ressources à la concertation**, condition indispensable pour construire la confiance et formaliser des engagements durables.
- **Intégrer systématiquement l'approche genre**, afin que la mobilisation institutionnelle bénéficie réellement aux femmes et aux jeunes, en particulier dans des contextes où leur inclusion reste un défi.

A FAIRE

Octobre 2025